

La Lettre OCT 15 1979

d'Informations ouvrières

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

N° 160-161-162

Mercredi 10 octobre 1979

Prix : 1 F

ISSN 0183-9527

Note d'information

CRISE DANS LE SECRETARIAT UNIFIE

A quelques semaines du XI^e Congrès mondial du Secrétariat unifié, une crise d'une extrême gravité a éclaté, crise qui s'est notamment affirmée lors de la réunion du Secrétariat unifié tenue fin septembre-début octobre.

Le contenu de cette crise est dans les orientations opposées mises en avant, d'une part, par la direction du SWP, et d'autre part par la « Fraction bolchevique » et la « Tendances Lénine-Trotsky », face à la révolution nicaraguayenne. A travers ce problème, ce sont les problèmes de principe et de programme les plus fondamentaux qui sont posés. Le Bureau international sera appelé à discuter et à prendre position sur l'ensemble de ces problèmes.

La présente note a pour but d'informer les organisations et les militants du Comité d'organisation de ces développements. Elle est fondée sur des documents antérieurs à la réunion du Secrétariat unifié, sur les résolutions adoptées et rejetées à la réunion du SU et sur une discussion qui a eu lieu, après ce Secrétariat unifié, entre une délégation du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale et des représentants de la « Fraction bolchevique » et de la « Tendances Lénine-Trotsky », et sur la base d'un dossier qui nous a été remis par le camarade Moreno, dirigeant de la « Fraction bolchevique ». Il va de soi que si d'autres éléments nous sont fournis par la majorité du Secrétariat unifié et le SWP, nous les communiquerons de même. Au cours d'une entrevue entre le camarade Mandel et le camarade Lambert, celui-ci en a d'ailleurs fait la demande.

DANS QUEL CADRE SE PREPARAIT LE XI^e CONGRES MONDIAL DU SECRETARIAT UNIFIE AVANT L'EXPLOSION DE CETTE CRISE

Comme on le sait, les deux principaux courants organisés au sein du Secrétariat unifié, la « Fraction Lénine-Trotsky » (principalement animée par le SWP) et la « TMI », s'étaient dissous en 1977. A l'extérieur de cette « majorité recomposée » se trouvaient la « Fraction bolchevique », courant international dont l'une des principales composantes est le PST argentin, et la « Tendances léniniste-trotskyiste » qui entendait défendre ce qu'elle considérait comme les acquis de la FLT, estimant pour sa part que les problèmes politiques qui avaient été à l'origine de ce courant international n'étaient pas réglés.

La collaboration entre l'ancienne TMI et l'ancienne FLT avait abouti à quatre documents, présentés par le Secrétariat unifié pour le Congrès mondial : une résolution sur la situation mondiale, une résolution sur l'Europe, une résolution sur l'Amérique latine, une résolution sur la lutte pour la libération des femmes.

Les organisations du Comité d'organisation sont en possession de ces documents.

Le document sur « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat » unanimement adopté par le Secrétariat unifié et présenté comme une justification de la dissolution des tendances, document public de caractère programmatique soumis à la discussion entre la LCR et l'OCI, devait en définitive être seulement discuté et non voté. En effet, il existe aujourd'hui, d'une part, une nouvelle version profondément remaniée de l'ancien document, d'autre part, une version du SWP.

Cependant, les réponses apportées à de nouveaux développements dans la lutte des classes internationale créaient de nouvelles divergences extrêmement sérieuses. Tout d'abord, l'invasion du Cambodge par les forces armées de la bureaucratie vietnamienne et l'agression de la bureaucratie chinoise contre le Vietnam entraînaient la formulation publique d'orientations foncièrement contradictoires. Pour le camarade Ernest Mandel et la majorité du Secrétariat unifié, il s'agissait avant tout de conflits « interbureaucratiques » illustrant la faillite du « socialisme dans un seul pays ». Pour la direction du SWP, l'invasion du Cambodge (le Cambodge étant défini comme un Etat bourgeois et le gouvernement Pol Pot comme un gouvernement capitaliste contre-révolutionnaire) était un acte progressif de défense de l'« Etat ouvrier vietnamien », et la bureaucratie chinoise était présentée comme la force contre-révolutionnaire principale, instrument direct de l'impérialisme américain. La polémique devait aller très loin puisque, par exemple, dans une réponse au camarade Mandel, la direction du SWP affirmait qu'il s'agissait de la discussion la plus grave au sein de la IV^e Internationale depuis 1940, faisant allusion au courant Schatmann-Burnham.

D'autre part, la direction du SWP faisait (notamment lors du congrès du SWP tenu en août) de la question de la caractérisation du castisme une question clé de la discussion internationale. Cuba était défini comme un Etat ouvrier sain, c'est-à-dire un Etat dans lequel le prolétariat exerçait le pouvoir politique et où la question de la révolution politique ne se posait donc pas. Le castisme lui-même était défini comme une « direction révolutionnaire » dont les actes procèdent de sa volonté d'« étendre la révolution ». Il n'y avait pas de place pour une section de la IV^e Internationale à Cuba.

Cependant, le bloc de direction était préservé, et cet accord maintenu se traduisait par la formulation d'un « caucus majoritaire du Secrétariat unifié et du bureau du SU ». Ce regroupement (« caucus ») s'adressait aux directions des « sections et organisations sympathisantes de la IV^e Internationale » pour indiquer que « sa base politique était le soutien de la ligne générale des quatre résolutions ». Il ajoutait que l'adoption de l'orientation contenue dans ces documents « aiderait à constituer la base pour la discussion qui se poursuivrait après le Congrès mondial sur « Démocratie socialiste et dictature du prolétariat », l'Indochine et Cuba (incluant la politique étrangère de Cuba, son rôle en Afrique).

Ces questions étaient donc exclues du débat du Congrès mondial. Le « caucus » appelait les directions des sections et organisations sympathisantes du Secrétariat unifié d'accord avec lui à présenter au vote des motions approuvant la ligne générale des quatre documents (cf. lettre du « caucus » majoritaire du 11 juillet 1979).

LE SECRETARIAT UNIFIE FACE A LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE

a) les différentes prises de position du Secrétariat unifié

A trois reprises, le Secrétariat unifié « en tant que tel a fait des déclarations sur le Nicaragua. Dans la première déclaration, en date du 20 juin, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier et paysan est opposé à toute formule de coalition gouvernementale avec la bourgeoisie (« Afin d'obtenir la satisfaction de toutes leurs revendications, les paysans pauvres ainsi que les ouvriers devront réaffirmer leur indépendance de classe face aux projets de la soi-disant bourgeoisie nationale » (Imprecor n° 56-57).

La même orientation s'exprime dans une déclaration en date du 4 juillet 1979, qui caractérise le gouvernement de reconstruction nationale dans les termes suivants : « Le gouvernement de reconstruction nationale est une carte jouée par la bourgeoisie pour éviter que le renversement de Somoza ne conduise à l'éclatement des structures socio-économiques capitalistes et de l'appareil d'Etat bourgeois. »

Une troisième déclaration était faite le 15 août. Cette déclaration se centrait sur la nécessité d'une campagne mondiale de défense de la révolution nicaraguayenne. Elle ne mentionnait plus le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, évitait toute caractérisation du gouvernement et omettait de même tout élément de différenciation avec le FSLN, soulignant au contraire que « la route de la révolution socialiste au Nicaragua était pavée d'obstacles. Les attaques et les pressions obligeront la direction du FSLN à manœuvrer. Les difficultés créées par le manque de nourriture et de produits de toute sorte obligeront la direction à essayer de gagner du temps. Mais ces obstacles peuvent être surmontés, comme l'exemple de Cuba l'a montré, si la puissance et l'énergie formidables des masses sont organisées. »

Au centre de cette déclaration, il y a la présentation positive du discours de Castro du 26 juillet dans lequel celui-ci déclarait : « Nous appelons les Etats-Unis, nous appelons tous les pays d'Amérique latine, nous appelons tous les pays d'Europe, les pays du Tiers-monde, les nations socialistes sœurs, à prendre part dans une campagne d'émulation pour aider le Nicaragua. » Ce passage est caractérisé dans la déclaration du Secrétariat unifié comme « indiquant, dans le cadre d'un appel à l'aide adressé à tous les pays, la voie qui doit être prise par les Etats ouvriers ».

Cette déclaration du Secrétariat unifié semble donc rejoindre les positions politiques développées par la direction du SWP.

b) les positions de la direction du SWP

Ces positions peuvent se résumer ainsi :

- la direction du FSLN est une direction révolutionnaire de type castriste ;
- le fait qu'il y ait des représentants de la bourgeoisie au sein du gouvernement provisoire de reconstruction nationale est sans importance, car le pouvoir effectif est entre les mains de la junte sandiniste et il s'agit d'un pouvoir révolutionnaire ;
- il ne saurait donc être question d'une autre attitude que celle du soutien inconditionnel à ce pouvoir, et il faut donc condamner toute différenciation, toute expression politique indépendante par rapport à la direction sandiniste.

Ces positions ont été largement exprimées dans *The Militant* et dans *Intercontinental Press*. Elles sont notamment synthétisées dans un reportage signé de Pedro Camejo, Sergio Rodriguez et Fred Murphy, paru dans *The Militant* et *Intercontinental Press*, et traduit dans *Rouge*, où l'on peut lire : « Dans la lutte contre Somoza, les sandinistes ont consciemment essayé de créer le plus large possible, incluant des forces bourgeoises qui étaient opposées à Somoza. C'était incontestablement une politique correcte, intelligente et révolutionnaire. » On remarquera la contradiction entre cette appréciation et les déclarations du Secrétariat unifié, pourtant approuvées par les représentants du SWP en juin et en juillet.

Après avoir rappelé la composition du gouvernement de reconstruction nationale, le même article affirme : « Dans la forme, il s'agit donc d'une coalition gouvernementale dans laquelle les sandinistes sont en minorité. La réalité est différente. La réalité, c'est que le Nicaragua est aujourd'hui dirigé par le directoire national unifié du FSLN », et aboutit à la conclusion : « Le pouvoir qui existe aujourd'hui au Nicaragua est un pouvoir révolutionnaire. Les sandinistes ont prouvé être une direction révolutionnaire en renversant la dictature de Somoza et en détruisant les vieilles forces armées du capitalisme. Et ils sont en train de le prouver dans l'action après la prise du pouvoir par la mobilisation et l'armement des masses en défense de leurs propres intérêts. »

D'où procède cette seconde conclusion : « (...) La seule voie pour les révolutionnaires socialistes dans le monde d'aider au développement de la révolution nicaraguayenne est de reconnaître les capacités révolutionnaires de cette direction, de s'identifier à elle et de se joindre à elle dans la lutte pour la défense de la révolution. »

Selon le camarade Moreno, une circulaire du bureau du Secrétariat unifié demande aux sections d'utiliser le numéro spécial du *Militant* sur le Nicaragua comme base de leurs prises de position publiques.

Le même article salue le discours de Castro du 26 juillet, intégralement reproduit dans *The Militant*, discours dans lequel, en plus de son appel à l'émulation entre tous les Etats pour aider le Nicaragua, Castro se livre à une apologie des régimes bourgeois d'Amérique latine, en particulier de ceux du pacte Andin.

L'apologie des positions de la direction cubaine est d'ailleurs allée en s'amplifiant, parallèlement à l'approfondissement de l'orientation de la direction du SWP sur le Nicaragua. C'est ainsi que la direction du SWP a non seulement salué comme l'expression d'un combat anti-impérialiste conséquent le rôle joué par Fidel Castro dans la récente conférence des pays non-alignés à La Havane, mais caractérise cette conférence elle-même comme progressive. C'est ainsi que, dans le numéro d'*Intercontinental Press* du 1^{er} octobre, est reproduite une déclaration du comité politique du SWP intitulée « Le sommet de La Havane porte un coup à la politique US de préparation à la guerre », et qui, alors que cette conférence réunit les représentants d'Etats bourgeois qui tous s'incluent dans le système de domination impérialiste et des représentants d'Etats ouvriers bureaucratisés, y voit « un rassemblement qui exprima les besoins et les revendications les plus brûlantes des peuples des pays semi-coloniaux et sous-développés qui forment la grande majorité de la race humaine ».

c) la brigade Simon Bolivar et son expulsion

A l'initiative du PST de Colombie (section sympathisante au Secrétariat unifié et qui fait partie de la Fraction bolchevique), une brigade internationale de volontaires latino-américains avait été formée, la brigade Simon Bolivar. Elle a participé à des combats lors de la dernière phase de la guerre civile et plusieurs de ses membres ont été tués ou blessés. Après la chute de Somoza, les militants de la brigade sont restés au Nicaragua et ont participé à l'activité des masses (formation des comités, reconstitution d'organisations syndicales), affirmant leurs positions politiques propres quant aux revendications des ouvriers et des paysans, quant au caractère du gouvernement de reconstruction.

Le 20 août, le ministère de l'Intérieur du gouvernement de reconstruction nationale annonçait l'expulsion des « non-Nicaraguayens » de la brigade, et J. Whellock, ministre de l'Agriculture et dirigeant sandiniste, dénonçait les « agitateurs trotskystes ».

Deux problèmes distincts se posaient. D'une part, incontestablement, compte tenu de l'importance mondiale de la révolution au Nicaragua, la discussion au sein des organisations se réclamant de la IV^e Internationale devait intégrer l'expérience de la brigade Simon Bolivar, apprécier et discuter de son opportunité, de la politique suivie, etc. D'autre part, se posait la question immédiate de la caractérisation de l'acte accompli par le gouvernement de reconstruction nationale et par la direction sandiniste, du point de vue de la défense du droit d'une organisation se réclamant du trotskysme à s'exprimer, et plus généralement du droit à l'organisation indépendante des travailleurs. Pour la Fraction bolchevique, son activité à travers la brigade Simon Bolivar s'inscrivait comme un moyen d'aider les masses à développer leurs propres organisations. La répression contre les trotskystes est aussi un coup porté à l'indépendance politique du prolétariat, à son organisation, à la démocratie ouvrière.

D'emblée, la direction du SWP a apporté son soutien à la mesure prise par le gouvernement de reconstruction nationale. Une déclaration de son comité politique en date du 31 août est accompagnée d'un article que nous reproduisons ci-dessous :

LES FAITS CONCERNANT LA BRIGADE SIMON BOLIVAR

(L'article du *Militant*, 31 août, vol. 43, n° 33)

L'article qui suit a été compilé par *Le Militant* à partir de témoignages directs par des dirigeants de la IV^e Internationale qui ont été au Nicaragua quand les événements décrits eurent lieu.

« Ces derniers jours, les media bourgeois dans le monde transmettent des histoires sur les groupes gauches qui ont contesté la direction du Front de libération nationale sandiniste (FSLN) au Nicaragua. »

Beaucoup de publicité s'est centrée autour de la brigade Simon Bolivar qui est mentionnée comme trotskyste.

De quoi s'agit-il ?

La direction sandiniste est confrontée à de très graves problèmes. Le pays a été dévasté par les tentatives désespérées et impitoyables pour garder le pouvoir. Des parties entières des villes et des villages ont été laissées en ruines. L'agriculture, les transports, les communications et l'industrie ont été sérieusement perturbés. Plus d'un million de personnes ont besoin de nourriture. En même temps, la menace d'une intervention armée soutenue par les impérialistes reste présente en permanence.

Dans ces conditions, la direction sandiniste est confrontée à une tâche de direction difficile et complexe, celle de porter la révolution en avant. Elle doit chercher de la nourriture et de l'aide financière de toutes les sources possibles, y compris les impérialistes. Elle doit ouvrir des brèches dans l'ordre bourgeois, sans donner aux impérialistes des prétextes faciles, d'agiter en faveur d'une intervention. La direction du FSLN a affirmé une politique qui assurerait aux travailleurs la paie antérieure et une augmentation de salaire. Elle a proclamé la nationalisation des propriétés énormes somozistes afin de les distribuer aux sans-terres. Elle a cherché à intégrer tous les groupes armés de façon indépendante dans une armée et une milice disciplinées et efficaces.

Plusieurs groupes de gauche travaillant au Nicaragua, en particulier les maoïstes et la brigade Simon Bolivar, ont contesté le FSLN dans ces secteurs, en essayant de les déborder à gauche.

Ils ont utilisé des problèmes objectifs — l'écart entre les grands espoirs pour les améliorations immédiates et les difficultés à atteindre tous ces buts rapidement — afin d'encourager des conflits par des secteurs des masses contre la direction du FSLN.

La brigade Simon Bolivar, une unité armée composée de non-Nicaraguayens, n'est entrée au Nicaragua que récemment.

La brigade menait ses activités — recrutement, propagande, et agitation dans les quartiers et les syndicats — au nom du FSLN, bien qu'elle n'agissait pas sous la direction du FSLN. Les travailleurs qui ont soutenu les activités de la brigade avaient l'impression fautive qu'ils suivaient le FSLN.

Cette tentative par un groupe venant de l'extérieur d'un pays, de se substituer à la vraie direction forgée dans la lutte révolutionnaire contre Somoza n'a rien du tout à voir avec la position de la IV^e Internationale, l'organisation trotskyste mondiale.

La direction du FSLN a rencontré à plusieurs reprises la direction de la brigade, afin d'essayer d'obtenir l'accord de la brigade en vue de coordonner ses activités avec celles du FSLN, et de placer toutes les unités armées sous un seul commandement FSLN.

Le FSLN a ensuite publié un appel public — sur la radio, la télévision, dans la presse — pour que tous les membres de la brigade se rencontrent le 14 août dans les bureaux du FSLN (l'ex « bunker » de Somoza). La direction de la brigade profita de cette occasion pour appeler une manifestation publique, devant le siège, d'environ 1 000 personnes, qui ont été mobilisées par la promesse — totalement fautive — qu'elles pourraient discuter des problèmes de syndicats et de salaires avec la direction du FSLN.

Après cet affrontement provocateur, les membres non-Nicaraguayens de la brigade ont été ordonnés de quitter le pays. Certains ont été expulsés. D'autres sont encore recherchés par les autorités du FSLN.

Les dirigeants de la brigade se sont comportés de façon irresponsables d'autres façons. La brigade a été organisée en Colombie par le PST colombien (Partido Socialista de los Trabajadores - Parti Socialiste des travailleurs). Le PST a traité tous ceux qui étaient en désaccord avec leur projet de « traîtres » à la révolution nicaraguayenne. Par exemple, le numéro du 27 juillet de El Socialista, organe du PST, vise particulièrement Jaime Galarza, Ricardo Sanchez, et Ciro Roldan, les appelant gusanos (des vers contre-révolutionnaires).

Ce sont les trois dirigeants du PSR colombien (Partido Socialista Revolucionario - Parti socialiste révolutionnaire, organisation sympathisante de la IV^e Internationale, comme le PST). Le PSR est actif dans le mouvement de solidarité avec le Nicaragua en Colombie. L'attaque du PST ne sert qu'à diviser ce mouvement.

Parce que la brigade a été organisée par le PST colombien, les media capitalistes ont essayé d'utiliser ces événements pour essayer de discréditer le trotskysme et la IV^e Internationale.

Cependant, en fait, les dirigeants de la brigade ont agi pour leur propre compte, sans tenir compte de la politique du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

La ligne de la brigade au Nicaragua est contraire à la position adoptée par le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale n'est aucunement responsable des activités de la brigade.

La ligne de la IV^e Internationale a été développée dans une déclaration publiée le 15 août. Cette déclaration demandait la construction « d'un mouvement international le plus large possible - uni et sans exclusives - en soutien de la lutte du peuple du Nicaragua et des combattants du FSLN dont le courage est devenu le plus précieux héritage du prolétariat mondial ». »

*Cette position a été reprise par la délégation au Nicaragua du Secrétariat unifié, dans une déclaration remise le 3 septembre à la direction du FSLN, mais qui n'a été publiée — en anglais — que le 24 septembre dans *Intercontinental Press*. Nous la reproduisons intégralement ci-dessous.*

(La déclaration suivante a été remise à la direction du Front sandiniste de libération nationale à Managua le 3 septembre par une délégation du Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale constituée de Manuel Aguilar, Jean-Pierre Beauvais, Hugo Blanco, Pedro Camejo, Barry Sheppard, et Charles-André Udry).

« A travers une héroïque insurrection populaire sous la direction révolutionnaire du FSLN, le peuple nicaraguayen a renversé la dictature sanglante de Somoza, qui bénéficiait du soutien direct des Etats-Unis.

Les masses laborieuses, les femmes, la jeunesse du Nicaragua et les combattants du FSLN ont ainsi fourni un exemple irremplaçable aux peuples du monde entier qui luttent contre l'oppression et l'exploitation de la domination impérialiste.

Sous le drapeau du mouvement sandiniste, le peuple du Nicaragua continue aujourd'hui son combat pour sauvegarder l'indépendance de sa patrie et pour établir une société où la justice économique et sociale régnera, et dans laquelle il n'y aura pas de place pour les exploités et les oppresseurs.

Confrontés à leur inévitable défaite, les impérialistes et Somoza n'ont pas hésité à avoir recours au génocide et à la destruction massive du pays. Confronté aux tâches gigantesques de la révolution, le peuple nicaraguayen, sous la direction du FSLN, fait montre du même courage et de la même détermination qu'au cours de la lutte contre la dictature.

C'est le devoir de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques du monde de se solidariser avec la lutte du peuple de Sandino et du FSLN. Elles doivent se mobiliser pour mettre en œuvre une vaste campagne internationale ayant pour objectif d'empêcher toute tentative d'intervention contre-révolutionnaire, et d'assurer au Nicaragua une aide matérielle massive immédiate et inconditionnelle.

Défendre la révolution signifie soutenir la lutte dont l'avant-garde est le FSLN. Toutes les activités qui cherchent aujourd'hui à créer des divisions entre les masses mobilisées et le FSLN sont contraires aux intérêts de la révolution.

C'était le cas, en particulier, des activités de la brigade Simon Bolivar. Ce groupe avait en réalité une double politique : pour bénéficier du prestige du FSLN, il s'enrobait lui-même dans le drapeau sandiniste ; mais dans le même temps, dans les organisations de masse, sa politique sectaire tentait de séparer les travailleurs de leur avant-garde.

Selon certaines informations parues dans la presse, les activités de ce groupe auraient représenté l'attitude de notre organisation à l'égard de la révolution et de sa direction. Ceci est totalement faux. Ce groupe a agi de son propre chef.

Dans une situation politique et économique qui exigeait l'unité dans la lutte la plus large possible, le FSLN a eu raison d'exiger que les membres non-nicaraguayens de ce groupe — qui se définissait lui-même d'abord comme une organisation militaire — quittent le pays. »

*Charles-André Udry,
Pedro Camejo.*

On voit que le problème posé s'étend au-delà du cas particulier de la brigade Simon Bolivar et de son activité. C'est toute activité politiquement indépendante du FSLN — donc, quelle que soit la forme tactique, tout combat pour la construction au Nicaragua d'une section de la IV^e Internationale — qui est semble-il condamnée.

Ce problème de principe majeur trouve d'ailleurs une traduction concrète dans le fait qu'en Amérique centrale et au Nicaragua même existent des groupes se réclamant de la IV^e Internationale et de son programme : les uns sont politiquement solidaires de la Fraction bolchevique, d'autres — comme l'OST de Costa-Rica — de la TLT. Aux uns comme aux autres devrait sembler-il, s'appliquer l'interdit de toute tentative de regroupement au Nicaragua, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

LA REUNION DU SECRETARIAT UNIFIE DE FIN SEPTEMBRE-DEBUT OCTOBRE ET SES CONCLUSIONS

C'est dans ces conditions que s'est réuni le Secrétariat unifié pour sa dernière session avant le Congrès mondial. Il avait à débattre de questions essentielles (caractérisation de la révolution au Nicaragua, caractérisation du gouvernement de reconstruction nationale, caractérisation du FSLN, activité des trotskystes au Nicaragua, mot d'ordre) qui touchaient au cœur même du programme de la IV^e Internationale, et avait, à la veille d'un Congrès mondial de son organisation, la responsabilité de définir un cadre et des moyens de discussion. D'après la circulaire de la TLT publiée après cette session du Secrétariat unifié, « les prises de position et les mesures » adoptées par le SU, « par leur contenu même ne peuvent trouver aucune autorité et (qui) conduiraient, si elles étaient appliquées, à la liquidation des positions de la IV^e Internationale dans cette région et mettraient par là même en cause l'unité et l'existence de la IV^e Internationale comme parti mondial centralisé démocratiquement ». La TLT appelle à leur rejet car « c'est là la seule méthode qui permette de renverser le cours scissionniste et liquidateur de la direction du SWP et de restaurer les normes du bolchevisme et les conditions d'un XI^e Congrès mondial qui fasse autorité ».

Le Secrétariat unifié a repoussé l'ensemble des résolutions proposées par la TLT et la Fraction bolchevique, motions condamnant les prises de position de la délégation du SU et du SWP sur l'expulsion de la brigade Simon Bolivar, sur la révolution au Nicaragua et l'activité des trotskystes.

Le Secrétariat unifié a adopté une série de résolutions dont les plus importantes sont une résolution politique générale sur le Nicaragua, une résolution sur la brigade Simon Bolivar, une résolution sur la Fraction bolchevique, une résolution sur l'activité des organisations se réclamant de la IV^e Internationale au Nicaragua et en Amérique centrale.

Selon le rapport oral du camarade Moreno, dans la discussion, un rôle majeur a été tenu par la direction du SWP. Le camarade Barnes aurait notamment déclaré que ce qu'il fallait faire au Nicaragua, c'est ce que Pablo avait fait en Algérie par rapport au FLN. Il aurait vigoureusement attaqué la position mise en avant par un représentant de la section britannique, selon laquelle la direction du FSLN était « centriste » et qu'il fallait faire un travail de tendance au sein du FSLN, condamnant cette position comme criminelle.

La délégation du SWP s'est opposée avec acharnement à l'inclusion dans la résolution sur la brigade Simon Bolivar, d'un amendement présenté par le camarade Mandel et exprimant une désapprobation quant aux méthodes employées par la direction du FSLN. Dans le débat, le camarade Mandel aurait été amené à qualifier les méthodes du SWP de « stalinienne ».

LA MOTION ADOPTÉE PAR LE SECRETARIAT UNIFIE SUR LA BRIGADE SIMON BOLIVAR

Nous reproduisons ci-dessous, dans son intégralité, la résolution adoptée par le Secrétariat unifié. Le passage souligné constitue l'amendement du camarade Mandel que l'on présente comme une condamnation de la direction sandiniste et dont l'inclusion a amené les représentants du SWP à voter contre cette résolution.

« Au mois d'août, la direction du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a expulsé du Nicaragua les membres non-nicaraguayens de la « brigade Simon Bolivar ». La presse capitaliste mondiale a présenté la brigade Simon Bolivar comme « trotskyste ». Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale, l'organisation trotskyste mondiale, adopte cette déclaration pour clarifier ses relations avec la brigade Simon Bolivar.

La brigade Simon Bolivar a été formée au mois de juin dernier par le Parti socialiste des travailleurs de Colombie (PST). Son objectif ostensible était de recruter une brigade militaire qui combattrait avec le FSLN lors de l'offensive finale contre le régime de Somoza.

Même si des individus recrutés par la brigade ont rejoint le Front et ont été intégrés dans des unités du FSLN, la brigade en tant qu'unité n'est entrée au Nicaragua qu'après la chute de Managua. Des sections de la brigade ont gagné Managua, Bluefields et d'autres villes.

La brigade Simon Bolivar non-seulement s'est présentée comme faisant partie du FSLN, mais a aussi déclaré qu'elle agissait pour le compte du FSLN et de sa direction. Pourtant, en fait, elle n'a jamais accepté la discipline du FSLN, mais a suivi au contraire sa propre voie. Se présentant à tort comme une unité armée du FSLN, la brigade a tenté d'imposer sa propre direction à des travailleurs engagés dans l'organisation de syndicats dans différentes entreprises, dans certains cas en recourant à des méthodes autoritaires et manipulateurs.

Elle a même introduit la règle scandaleuse de la « double affiliation » de ces syndicats à la fois à la CST et à la SBB ! Cette activité a été largement connue au Nicaragua. A Bluefields, une ville de la côte largement coupée du reste du pays, où se trouvaient peu de cadres du FSLN, la brigade s'est présentée comme la direction du FSLN pour la ville et les environs. Le FSLN a été obligé d'envoyer un détachement armé pour établir son autorité.

Confronté à cette situation, la direction du FSLN a convoqué publiquement une rencontre avec la brigade Simon Bolivar. La brigade a répondu en organisant une manifestation de travailleurs près de l'endroit de la réunion. Les travailleurs impliqués ont été conduits à cette manifestation sous le faux prétexte qu'ils y venaient pour discuter de leurs problèmes sous la direction du FSLN.

La direction du FSLN a tenu deux réunions avec la brigade Simon Bolivar, de plusieurs heures, pour essayer de résoudre la situation. Elle a proposé que la brigade devienne un secteur discipliné et loyal du FSLN, en tant que brigade internationale. Mais la direction de la brigade a refusé de se soumettre à la discipline du FSLN, bien qu'elle se présente publiquement comme une organisation militaire et non pas politique.

Après que la direction du FSLN ait expulsé les membres non-nicaraguayens de la brigade, ils ont été envoyés au Panama, première étape de leur voyage. Après que le régime Torrijos ait saisi cette occasion pour arrêter et frapper des membres de la brigade avant de les expulser, ce que nous dénonçons et condamnons, la direction du FSLN a publié une déclaration affirmant qu'ils n'avaient ni arrêté ni maltraité aucun membre de la brigade, et que sa seule intention était de les expulser du Nicaragua.

Le PST colombien est une organisation sympathisante de la IV^e Internationale. Cependant, tout le projet de mise en place de la brigade Simon Bolivar ne s'est pas développé sous la direction ou en collaboration avec les instances de direction élues de la IV^e Internationale. Il a développé sa propre politique, à l'encontre de la politique de la IV^e Internationale.

Ce rejet et ce refus de la IV^e Internationale de la part de la direction de la brigade Simon Bolivar est clairement apparu quand ils ont refusé qu'un représentant du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale qui était présent, assiste aux rencontres entre le FSLN et la brigade Simon Bolivar, bien que le FSLN y ait donné son accord.

Des documents du PST colombien attestent que le projet de la brigade Simon Bolivar a été largement conçu et réalisé comme une opération fractionnelle contre le FSLN et la majorité de la IV^e Internationale. Le PST colombien a placé ses propres intérêts fractionnels au-dessus de ceux de la révolution nicaraguayenne. Ces agissements de la brigade pouvaient fournir un prétexte à des forces hostiles au développement de la révolution pour réclamer le recours à la répression au sein du mouvement ouvrier pour régler les désaccords politiques, contrairement à la politique actuelle du FSLN.

La IV^e Internationale condamne et rejette la brigade Simon Bolivar et ses activités. Par contre, la IV^e Internationale considère que l'expulsion de la brigade Simon Bolivar du Nicaragua fut erronée. Mais si nous ne voulons pas minimiser le caractère frauduleux, irresponsable de l'opération Simon Bolivar, nous croyons que le prestige du FSLN était suffisamment grand pour régler le problème par la critique et la dénonciation publique. »

Le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale,
le 1^{er} octobre 1979

LA RESOLUTION POLITIQUE GENERALE

Nous porterons à la connaissance des militants du Comité d'organisation la résolution politique générale intitulée « Nicaragua : la révolution en marche », adoptée par le SU, ainsi que les documents soumis à la discussion par la Fraction bolchevique et la TLT, qui estimant que la discussion n'a pas eu lieu.

Nous nous bornerons à quelques remarques.

a/ Tout en reconnaissant qu'un « Etat bourgeois persiste » et que les représentants bourgeois dans le gouvernement de reconstruction nationale ne peuvent être réduits à « de simples éléments décoratifs », le texte ajoute : « Les divers décrets adoptés par la junte de GRNN au cours des deux premiers mois de son existence donnent une claire indication de la direction initiale que prend la révolution... » et le texte rejette la lutte effective pour le gouvernement ouvrier et paysan : « Ce serait de même succomber à une tentative sectaire d'appliquer un schéma abstrait que de centrer aujourd'hui une intervention politique sur le mot d'ordre « tous les ministres bourgeois hors du gouvernement ». Une telle orientation ne tient pas compte ni de la discontinuité radicale qui s'est effectuée au niveau du pouvoir militaire, ni du centre de gravité réel de l'actuel pouvoir, ni de la nécessaire maturation de la conscience et de l'organisation des masses, ni du caractère des mesures gouvernementales décrétées jusqu'à maintenant. »

b/ Ce texte salue la direction cubaine pour « son soutien décisif au combat contre la dictature somoziste », mais n'analyse pas cette politique, notamment le contenu du discours de Castro du 26 juillet.

c/ En ce qui concerne les tâches de la IV^e Internationale, elles ne sont abordées que sous l'angle d'une campagne de solidarité avec la révolution nicaraguayenne et, pour ce qui est de l'activité au Nicaragua même, le texte se conclut par le paragraphe suivant : « C'est en agissant comme des militants loyaux, dans le cadre de l'organisation qui a dirigé le renversement de la dictature de Somoza et qui dirige cette révolution, que les militants organisés dans la IV^e Internationale au Nicaragua défendront les idées fondamentales du marxisme révolutionnaire, car elles traduisent les intérêts du prolétariat et des paysans pauvres, car elles indiquent les tâches stratégiques qui culminent dans l'établissement d'un Etat ouvrier reposant sur la démocratie des conseils ouvriers et paysans. »

Nous reproduisons ci-dessous la motion préalable de la TLT sur l'orientation au Nicaragua, soumise au vote et repoussée (seuls les représentants de la TLT et de la Fraction bolchevique ayant voté pour) :

MOTION PREALABLE DE LA TLT SUR L'ORIENTATION AU NICARAGUA

« Le texte en date du 15 août 1979 publié dans plusieurs organes de presse de l'Internationale (The Militant, IP, Rouge...) n'a été ni discuté, ni adopté par le Secrétariat unifié, qui constitue la seule direction régulière de l'Internationale entre deux réunions du CEI.

Le Secrétariat unifié constate que c'est à tort que ce texte a été publié comme une « déclaration de la IV^e Internationale ».

Le Secrétariat unifié réaffirme que le seul document engageant la IV^e Internationale et reflétant son orientation sur la révolution prolétarienne au Nicaragua est, à ce jour, la déclaration adoptée régulièrement par le Secrétariat unifié en date du 4 juillet 1979 (Imprecor du 15 août).

Le Secrétariat unifié a pris connaissance de l'article des camarades Murphy, Camejo et Rodriguez intitulé « Ouvriers et paysans luttent pour un nouveau Nicaragua » et publié dans Le Militant du 24 août 1979.

Dans cet article, il est écrit à propos du « gouvernement de reconstruction nationale » : « Dans la forme, il s'agit donc d'une coalition gouvernementale dans laquelle les sandinistes sont en minorité. La réalité, c'est que le Nicaragua est aujourd'hui dirigé par la direction nationale unifiée du FSLN composé de neuf commandants sandinistes. Tous les neufs sont castristes. Le pouvoir réel est entre les mains du FSLN. »

Tout en affirmant qu'un « gouvernement ouvrier et paysan n'est pas encore établi », ce même article conclut : « Le pouvoir qui existe aujourd'hui au Nicaragua est un pouvoir révolutionnaire. » Le Militant du 31 août tire la conclusion d'une telle caractérisation, le soutien politique au gouvernement en place et à son activité de « reconstruction nationale ». « Nous pensons que le gouvernement sandiniste qui essaye de remettre le Nicaragua sur ses pieds fait du bon travail. »

Le Secrétariat unifié affirme que cette analyse, qui introduit un début de révision sur la nature bourgeoise et le rôle contre-révolutionnaire des gouvernements de coalition et conduit à soutenir politiquement le gouvernement de reconstruction nationale, va à l'encontre du programme de la IV^e Internationale face à la révolution au Nicaragua tel qu'il a été tracé dans la déclaration du Secrétariat unifié du 4 juillet qui affirmait à juste titre : « Le gouvernement de reconstruction nationale est une carte jouée par la bourgeoisie pour éviter que le renversement de Somoza ne conduise à l'éclatement des structures socio-économiques capitalistes et de l'appareil d'Etat », et se conclut par l'appel à la formation d'un gouvernement « qui exclut de ses rangs tout représentant des classes dominantes et de l'impérialisme ».

Le Secrétariat unifié a pris connaissance des articles parus dans Le Militant et IP à propos de la Conférence des « non-alignés » et de la politique cubaine lors de cette conférence. Outre la publication, sans aucune prise de distance politique, du discours de Castro, ces articles caractérisent la politique cubaine comme « une riposte percutante à l'impérialisme US » (IP du 24.9.79, p. 890) et l'oppose, terme à terme, à la position yougoslave analysée comme « la continuation du cours « traditionnel » du « mouvement des non-alignés » », c'est-à-dire une « politique d'acquiescement à l'impérialisme » (IP, 17 septembre 1979, p. 883). Par ailleurs, il est affirmé que « la politique extérieure de Cuba est à l'opposé de la politique de « détente » de Moscou » (IP, 24 septembre 1979, p. 891).

Ces analyses constituent un travestissement de la réalité de la politique cubaine telle qu'elle s'exprime ouvertement dans le discours même de Castro. Ce discours apporte expressément sa solidarité politique avec nombre de régimes bourgeois (y compris l'Iran, la Bolivie, l'Éthiopie, l'Algérie et le gouvernement de reconstruction nationale au Nicaragua) ou impérialiste (Espagne).

Ce discours en appelle à « l'amitié » des « pays industrialisés d'Europe occidentale », se solidarise de la bureaucratie au nom du slogan stalinien de « communauté socialiste », apporte son soutien actif à « la paix, la détente, la coexistence pacifique et le désarmement entre l'URSS et les États-Unis », exprimant notamment sa « satisfaction » face aux accords SALT II entre l'URSS et les États-Unis, « aussi bien que face aux autres pas franchis dans ce domaine ».

D'autre part, les articles de IP, qui caractérisent comme « anti-impérialiste » une politique cubaine qui s'inscrit expressément et complètement dans le cadre même du « mouvement des non-alignés », en sont conduits de ce fait à donner une analyse de ce dernier qui abandonne les critères de classe les plus élémentaires : « La réunion de ces pays reflète les réalités des lois du marché capitaliste mondial et les conflits politiques et économiques qui en résultent avec l'impérialisme, même parmi les gouvernements membres les plus ouvertement pro-impérialistes ; ce sont des réalités plutôt que l'alignement ou le non-alignement qui définissent ce rassemblement des nations. »

Une telle analyse conduit à nier la nécessité élémentaire pour la IV^e Internationale de dénoncer ce regroupement en tant que tel comme un organe réactionnaire, association d'États néo-coloniaux bourgeois dominés par l'impérialisme avec la caution de la bureaucratie et la participation de certains gouvernements bureaucratiques et constituent à ce titre l'un des pivots de la collaboration de classes et de la défense du statu quo mondial. De ce double point de vue, le Secrétariat unifié manifeste son désaccord total avec la ligne de ces articles. »

Nous reproduisons également les motions adoptées par le Secrétariat unifié sur l'activité des trotskystes en Amérique centrale et sur la Fraction bolchevique.

MOTION ADOPTÉE PAR LE SU SUR L'ACTIVITÉ DES MEMBRES DE LA IV^e INTERNATIONALE AU NICARAGUA

« Dans plusieurs pays d'Amérique centrale où le renversement de la dictature de Somoza a créé un nouveau cadre pour la lutte de classes, il n'y a pas de section ou d'organisation sympathisante reconnues par la IV^e Internationale. À la lumière de ceci, le Secrétariat unifié décide qu'au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala et au Honduras, toute activité politique des membres de la IV^e Internationale ou ceux qui considèrent la IV^e Internationale comme direction, doit être prise en charge sous le contrôle direct de la direction du SU sur la base de la ligne politique adoptée par celui-ci.

L'OST de Costa Rica et la Fraction bolchevique en particulier sont enjointes de cesser toute activité au Nicaragua, y compris la construction d'organisations, et de limiter elles-mêmes leurs activités entreprises, en collaboration avec le SU et sur la base de la ligne de l'Internationale.

Comme l'a tracé la résolution sur la révolution nicaraguayenne adoptée par le SU du 1^{er} octobre 1979, tous les Nicaraguayens membres ou sympathisants de la IV^e Internationale doivent agir « comme des militants loyaux dans le cadre de l'organisation qui a conduit au renversement de Somoza et dirigé cette révolution. . pour défendre les idées fondamentales du marxisme révolutionnaire. (Traduit de l'anglais par la TLT). »

MOTION DU SECRETARIAT UNIFIÉ SUR LA FRACTION BOLCHEVIQUE

« La création et l'activité de la brigade Simon Bolívar, comme moyen d'intervention politique dans la révolution nicaraguayenne, représente une nouvelle étape dans l'évolution de la Fraction bolchevique.

Cette opération constituait une rupture ouverte et très grave du centralisme démocratique de la IV^e Internationale tel qu'il est défini par ses statuts. Des camarades qui sont membres de la Fraction bolchevique dans plusieurs pays ont organisé sur une grande échelle une opération publique, internationale, indépendante des instances élues de la IV^e Internationale, hors de leur contrôle et de leur discipline, et sur une ligne contraire à celle adoptée par ces instances. Ils ont mis la discipline de leur fraction au-dessus de celle de la IV^e Internationale, au cours même d'une révolution en marche.

Les membres de la Fraction bolchevique et les organisations qu'ils dirigent doivent immédiatement mettre fin à toute activité au Nicaragua, Salvador, Guatemala et Honduras qui ne soit pas décidée par les organes de direction de la IV^e Internationale. Ils doivent se placer sous la discipline du Secrétariat unifié.

Les membres de la Fraction bolchevique gardent évidemment tous leurs droits de lutter au sein de la IV^e Internationale comme une tendance ou une fraction pour leurs positions politiques, y compris celles qu'ils ont sur le Nicaragua.

La direction de la Fraction bolchevique est une nouvelle fois appelée à participer au travail et à prendre la part de responsabilités dans le SU, en conformité avec sa représentation numérique des militants de la IV^e Internationale.

Si les camarades adhérents à la Fraction bolchevique décident de maintenir une fraction après le congrès mondial, ils doivent appliquer la règle statutaire selon laquelle seuls des individus, non des groupes ou des sections, peuvent décider de se joindre à une fraction ou une tendance, qu'elle soit nationale ou internationale. Le Secrétariat unifié réaffirme son intention de recommander au prochain congrès mondial qu'il ne reconnaisse qu'une seule section ou organisation sympathisante pour chacun des pays. Dans ce cadre, nous réitérons notre recommandation de reconnaître le PST comme section argentine de la IV^e Internationale.

Si la Fraction bolchevique n'agit pas en se conformant à la ligne adoptée par cette réunion du Secrétariat unifié et continue à fonctionner comme une fraction publique mettant sa propre discipline au-dessus de celle des instances élues de la IV^e Internationale, le Secrétariat unifié recommandera au prochain Congrès mondial de la IV^e Internationale l'exclusion de la direction déclarée de la Fraction bolchevique. »

Pour les représentants de la Fraction bolchevique et de la Tendance léniniste-trotskyiste, ces deux motions concrétisent, dans les faits, un ultimatum qui procède de la ligne définie par la direction du SWP. Elles conduisent donc, d'après eux, à la veille d'un Congrès mondial et avant le développement de la discussion sur le fond, à l'expulsion du Secrétariat unifié des organisations, courants et militants qui s'opposent à cette orientation.

Chacun ne peut être que conscient de la gravité politique de la crise et encore plus de la gravité des problèmes en cause qui sont ceux-là mêmes de la fonction historique de la IV^e Internationale et de son programme.

Au fur et à mesure, nous transmettrons aux militants du Comité d'organisation les éléments nécessaires à la discussion vitale qui s'ouvre. Pour conclure cette note, nous publions la déclaration faite au Secrétariat unifié par le camarade Moreno, déclaration soumise au vote et qui a reçu le soutien des représentants de la Fraction bolchevique et de la TLT.

DECLARATION SUR LA CRISE DE LA IV^e INTERNATIONALE FACE A LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE

(Cette déclaration a été soumise au vote par le camarade Moreno à l'issue du débat du Secrétariat unifié sur le Nicaragua, et a reçu le soutien des membres de la FB et de la TLT.)

« Considérant que le Secrétariat unifié s'est refusé à condamner les positions prises par la direction du SWP, positions ouvertement révisionnistes et en rupture complète avec l'orientation votée par le SU du 4 juillet sur la nature et le rôle du gouvernement de reconstruction nationale, sur la politique castriste et corrélativement sur la Conférence des non-alignés. Ce faisant, le SU a empêché que se tienne un véritable débat d'orientation, sur le seul terrain où peut avoir lieu un tel débat, celui d'un retour indispensable aux principes constitutifs de notre mouvement en ce qui concerne l'exigence élémentaire du combat pour la plus complète indépendance politique du prolétariat.

Considérant que la résolution adoptée ne constitue en rien un véritable document d'orientation, donnant à partir de nos acquis fondamentaux, une claire définition des tâches politiques nécessaires à la construction d'une section de la IV^e Internationale au Nicaragua. La résolution approuvée ne constitue rien de plus qu'une couverture donnée par le SU à toutes les positions révisionnistes prises par la direction du SWP et une tentative de légitimer cette même orientation pour l'avenir. Le contenu réel de cette orientation est l'appui à un gouvernement bourgeois et à son activité de « reconstruction nationale » dans le cadre d'un Etat bourgeois, la subordination politique totale tant à la direction castriste qu'à celle du Front sandiniste, la simple apologie de leurs politiques, l'abandon de toute perspective de construction d'une section de la IV^e du fait d'une orientation qui, loin d'être une tactique entraine, conduit à une dissolution pure et simple, sans organisation ni programme, des trotskystes au sein du FSLN.

Considérant qu'avec clarté, le camarade Jack Barnes et les autres dirigeants du SWP ont déclaré que le gouvernement de reconstruction nationale « est et n'est pas bourgeois », qu'il ne devait pas être caractérisé comme de collaboration de classes (ainsi, la résolution adoptée écrit que c'est « dans la forme » qu'il est de coalition), qu'il serait « criminel » de faire un travail trotskyste fractionnel ou de tendance dans le FSLN, que sa direction est révolutionnaire et que donc la IV^e Internationale doit appliquer la tactique de Pablo face au FLN algérien.

Considérant que le SU a décidé de dénoncer publiquement l'activité de la brigade Simon Bolivar et qu'en même temps, il s'est refusé au devoir le plus élémentaire d'affirmer sa solidarité avec les membres de celle-ci soumis à la torture et de dénoncer sans ambiguïté la collaboration des polices sandinistes et panaméennes dans cette opération.

Considérant que le SU s'est divisé mortellement à propos de l'exigence élémentaire d'affirmer son opposition à la mesure d'expulsion de la BSB prise par le Front sandiniste et le gouvernement de reconstruction nationale. La position finalement adoptée sur cette question constitue un acte de pure forme, s'exprimant dans les termes les plus modérés possibles et qui, vu ses conditions d'adoption, se voit dénier toute validité politique par nombre de membres du SU.

Considérant que le SU a, en revanche, décidé de manifester une complète unanimité pour refuser de condamner clairement des positions publiques qui ont apporté un appui explicite à la mesure de répression du GNR, démontre ainsi clairement quelle est son orientation politique réelle. La tentative de donner une couverture à cette orientation, en affirmant de façon purement formelle un désaccord avec l'expulsion de la Brigade, trouve ainsi son véritable contenu.

Considérant qu'au profit d'une orientation de dissolution pure et simple dans le FSLN et de subordination à sa direction, le SU prétend enjoindre aux trotskystes d'arrêter toute activité au Nicaragua, y compris la construction d'organisations de la IV^e Internationale.

Considérant que le SU entend faire juge des erreurs passées du camarade Amador une direction petite-bourgeoise extérieure au mouvement trotskyste ; que le camarade Jack Barnes écrivait en 1977 que ces erreurs avaient été publiquement éclaircies, que la tentative stalinienne de les « déterrer » n'avait pas pour autre objet que de « discréditer le trotskysme et de détruire un des groupes de la IV^e Internationale » et que « tous ceux qui faisaient battage public de cette affaire faisaient aussi le jeu des stalinien ».

Considérant que les motions adoptées comme le refus de celles présentées par le TLT et la FB tendent à éviter la discussion politique sur l'activité réelle de la IV^e Internationale face à la révolution nicaraguayenne, discussion qui aurait fait toute la lumière sur l'abandon de tous les principes de la IV^e Internationale au bénéfice de l'orientation castriste que la nouvelle direction du SWP cherche à imposer à notre mouvement ; que ces mesures portent la marque de toutes les pratiques du stalinisme ; qu'il est impossible pour des militants de la IV^e Internationale d'accepter de telles injonctions, contraires à toutes les traditions du mouvement révolutionnaire.

Considérant que, en aucune circonstance, les militants trotskystes ne peuvent abandonner le combat pour l'indépendance politique de classe contre les courants petits-bourgeois qui, comme le FSLN, pratiquent la collaboration avec la bourgeoisie, ni apporter de soutien politique à un gouvernement bourgeois de quelque type qu'il soit.

Considérant qu'en aucun cas ne peut se justifier d'abandonner l'impératif absolu de construire, sous quelque forme tactique que ce soit, une section de la IV^e Internationale.

Considérant que le centralisme démocratique ne trouve son contenu politique que dans la construction de la IV^e Internationale dans tous les pays et ne peut couvrir de son autorité politique des mesures administratives tendant à la pure et simple destruction de positions politiques et militantes qui constituent des acquis du combat pour la IV^e Internationale.

Considérant que les motions adoptées signifient un total refus d'ouvrir la discussion et que ceux qui se prétendent la majorité de l'Internationale ont décidé d'organiser la scission dans ses rangs.

En conséquence, NOUS REFUSONS ces mesures prises en rupture avec toutes les règles du centralisme démocratique et NOUS DEMANDONS que cette réunion du SU vote la présente résolution, la seule qui puisse faire reculer les scissionnistes dirigés par la nouvelle direction castriste du SWP.

NOUS AFFIRMONS également que ceux qui soutiennent les mesures adoptées sont responsables, moralement et politiquement, d'offrir, au nom de la IV^e Internationale, une couverture politique à toutes les mesures de répression policière qui ont été et peuvent être dirigées contre les militants trotskystes au Nicaragua et en Amérique centrale.

Le cas échéant, nous prendrons après ce vote toutes les décisions nécessaires pour sauvegarder l'unité et l'intégrité de la IV^e Internationale sur la base de son programme.

Pour cela, NOUS APPELONS tous les partis, tous les dirigeants, tous les militants qui se réclament de notre mouvement mondial à se regrouper pour empêcher la réalisation d'un Congrès mondial anti-démocratique et garantir un véritable Congrès démocratique et avec autorité morale et politique qui puisse renverser les positions actuelles liquidationnistes de notre programme au Nicaragua. »